



PLAN DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE ET L'INTIMIDATION

Pour une école bienveillante, inclusive et sécuritaire



Centre
de services scolaire
des Chic-Chocs

Québec

Introduction

Afin de préciser les devoirs et les responsabilités des écoles et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, le gouvernement du Québec a adopté, en juin 2012, la **Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école**. Celle-ci demande à chaque école d'élaborer un **Plan de lutte** dont l'objectif est de **prévenir** et de **contrer** toute forme d'intimidation et de violence et plus précisément, à faire de l'école un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui la fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence (LIP, 2012).

Le plan de lutte doit notamment prévoir des **mesures de prévention** visant à contrer toute forme d'intimidation et de violence, des mesures visant à favoriser la **collaboration des parents** à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, **préciser les actions** qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté ainsi que les **mesures de soutien ou d'encadrement** alors offertes, déterminer les **sanctions disciplinaires** applicables dans un tel cas et **spécifier le suivi** qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, 2012).

De plus, la LIP prévoit que :

- Le conseil d'établissement **adopte** le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et son actualisation proposés par le directeur de l'école (art. 75.1);
- Soit distribué aux parents un **document clair et accessible expliquant le plan de lutte** (art. 75.1);
- Le conseil d'établissement veille à ce que le plan de lutte contre l'intimidation et la violence soit **révisé annuellement** et, le cas échéant, actualisé (art. 75.1);
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'**évaluation** des résultats de l'école au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence (art. 83.1);
- Soit distribué aux parents, aux membres du personnel de l'école et au protecteur de l'élève un **document** faisant état de cette évaluation.

Intimidation ou violence ?

Intimidation*	Violence*	Violence à caractère sexuel*
Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à CARACTÈRE RÉPÉTITIF , exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l' inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser.	Toute MANIFESTATION DE FORCE , de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.	Toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique.

*Note : Ces définitions sont inscrites dans la **Loi sur l'instruction publique** et servent de référence pour toutes les écoles du Québec

INFORMATIONS GÉNÉRALES

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCOLE

Nom de l'école : Notre-Dame-du-Sacré-Coeur Nom de la direction : Virginie Cadotte

Niveau d'enseignement : Préscolaire Primaire Secondaire FP / FGA Nombre d'élèves : 105

Autres caractéristiques :

Valeurs identifiées dans le projet éducatif : Respect, communication et engagement

Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte : Offrir un milieu de vie stimulant, bienveillant, sain et sécuritaire favorisant la motivation des élèves à venir à l'école.

INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

Membres du comité (art. 96.12) :

- Ann Doyle
- Christine Boulay
- Marie-Christine Cloutier
- Vicky Packwood
- Virginie Cadotte
- Marie-Philippe Asselin
- [Cliquez ici pour entrer du texte.](#)
- [Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

Nom de la personne chargée de coordonner les travaux du comité (art. 96.12) : Virginie Cadotte

Nom de l'intervenant-pivot de l'école : Vicky Packwood

Mandats du comité :

- Passation du questionnaire : climat scolaire et bien-être à l'école auprès des parents, des élèves de 3^e à la 6^e année et du personnel scolaire.
- Analyse du questionnaire.
- Informer le personnel scolaire des résultats du sondage.
- Lettre aux parents pour leur transmettre les résultats du sondage.
- Réviser le plan de lutte contre la violence et l'intimidation.

- Poursuite de la révision du plan de lutte.
- Les membres du comité et du personnel sont favorables à l'implantation du programme Hors-Piste en 2024-2025 pour aider les élèves au niveau socio-affectif. Des formations pour l'équipe-école devront être suivies le plus tôt possible, de préférence en janvier 2024.
- De plus, le comité souhaite continuer l'utilisation des capsules MOOZOOM sur l'apprentissage socio-émotionnel encore cette année.

Dates des rencontres du comité : 10 octobre 2024, 23 octobre 2024 et 6 novembre 2024 Cliquez ici pour entrer une date. Cliquez ici pour entrer une date. Cliquez ici pour entrer une date. Cliquez ici pour entrer une date.

LES 9 COMPOSANTES DU PLAN DE LUTTE (art. 75.1)

1. ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)

Le plan de lutte doit inclure une analyse de la situation de l'école au regard des actes d'intimidation et de violence (art. 75.1.1).

Outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait :

Les manifestations de violence et du sentiment de sécurité

Sondage : Le climat scolaire et le bien-être à l'école

Des pratiques existantes à l'école

D'autres sources d'information en lien avec le climat scolaire, la violence et l'intimidation

Constats dégagés lors de l'analyse de la situation (forces, vulnérabilités, sentiment de sécurité, sentiment d'appartenance, lieux à risques, types de violence, etc.) :

Un questionnaire a été réalisé auprès des élèves de la 4^e à la 6^e année (43 réponses) et du personnel de l'école (11 réponses). Voici les principaux résultats.

Manifestation de violence au cours des quatre dernières semaines : Voici la réponse de nos élèves

Violence physique :

- 76,7% jamais connu de manifestation de violence physique à leur égard
- 51,2% des élèves n'ont jamais été bousculé de façon intentionnelle
- 4,7% des élèves disent être poussé de manière régulièrement
- 4,7% des élèves disent avoir vu des élèves se bagarrer.
- 4,7% disent avoir vue des comportements de rejet, d'humiliation ainsi que des gestes à connotation sexuelle.

Violence verbale :

- Près de 90% des élèves n'ont jamais vécu de taxage.
- Moins de 10% de élèves disent avoir subi de la violence verbale.

Violence sociale :

- Aucun vol a été dénoncé et très peu de bris intentionnel. (2%)
- 60% des élèves ont vécu aucune forme d'exclusion sociale, de médisance ou de fausse rumeur.

Violence électronique :

- Environ 2% des élèves disent avoir vécu à quelques reprises de la violence via Internet

Constats dégagés lors de l'analyse de la situation en lien avec la violence à caractère sexuel : Actuellement, dans notre école, nous ne vivons pas de problématique liée à cet enjeu. Par contre, nous demeurons vigilants sur cette réalité.

Violences sexuelles :

- Plus de 95% des élèves disent ne pas avoir été la cible de gestes déplacés à connotation sexuelle.

Manifestations de gestes d'intimidation au cours des quatre dernières semaines

- 90% des élèves indiquent ne jamais avoir subi de l'intimidation
- Ce sont les élèves de 5e année (50%) qui représentent le plus haut pourcentage d'intimidateurs selon les élèves répondants
- 72,7% des répondants indiquent avoir été aidés parfois par les pairs
- 36,4% des répondants indiquent avoir dit à un adulte de l'école qu'ils se font intimider, 72,7% à leurs parents
- 87,3% des élèves indiquent que les adultes de l'école disent clairement aux élèves qu'ils n'acceptent pas l'intimidation
- 93% des élèves disent avoir un adulte de l'école de confiance à qui ils peuvent parler en cas d'intimidation
- 94,7% des parents de l'école constatent aucune manifestation de gestes d'intimidation envers leurs enfants

Élève : Nous nous sommes demandé si les élèves ont bien compris certaines questions.
Certaines parties du questionnaire laissent place à interprétation et augmentent la marge d'erreur.
La violence électronique, bien que non vécue à l'école, est rarement dénoncée à l'adulte.
Beaucoup d'enfants parlent d'avantage des situations de violence à l'adulte.
La violence sexuelle, extérieure à l'école, est rarement dénoncée à l'adulte.
Le lien affectif avec au moins un adulte de l'école devrait continuer à être priorisé.

Parents : La violence physique est particulièrement dénoncée dans les autobus.
Les parents aimeraient avoir plus d'information au sujet de l'intimidation.
L'équipe devrait faire un compte- rendu des activités réalisées depuis septembre et informer les parents au sujet du plan d'action contre la violence.

Personnel : Certains membres du personnel constatent la présence de gestes de violence réguliers de la part d'élèves récidivistes.
Lors de l'année scolaire 2023-2024, nous constatons que le niveau de violence a diminué.
Le personnel de l'école se doit de demeurer vigilant face à toutes situations d'intimidation et de violence.

Constats dégagés lors de l'analyse de la situation en lien avec la violence à caractère sexuel :

Malgré le fait qu'il n'y ait pas de signalement en lien avec la violence à caractère sexuel, nous demeurons conscients de la nouvelle réalité des enfants d'aujourd'hui (accès par les réseaux sociaux, plateforme de téléchargement (You Tube et Tik Tok)) qui amène des comportements plus précoces.

Nos priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation :

- Les enfants seront à nouveau sensibilisés au lien de confiance avec l'adulte.
- La collaboration des parents sera sollicitée afin d'apporter un appui supplémentaire au travail des enseignants.
- Vicky (intervenante pivot) communiquera avec un intervenant du CAVAC pour faire des interventions reliées à des situations à caractère sexuel. (Reconduit en 2024-2025)
- Nous procéderons en novembre 2024 à l'installation de boîtes à confidences sur la porte de l'intervenante pivot.
- Les jeunes seront sensibilisés à l'utilisation des boîtes qui portent maintenant le nom de « **Boîtes à confidences** ».
- Les bons coups seront aussi soulignés au moyen « des boîtes à confidences ».
- Une lettre sera envoyée aux parents pour expliquer le fonctionnement des boîtes près du local des T.E.S.
- Des blocs-notes à cocher pour utilisation dans les boîtes seront remis aux élèves. Ceux-ci seront conservés près des portes des classes ainsi que près du local de l'éducatrice pivot et du lotus.
- Rencontres avec le policier scolaire concernant les types de violence et l'utilisation des réseaux sociaux.
- Formation cvi pour tous les membres du personnel

Priorités issues du portrait et de l'analyse de la situation en lien avec la violence à caractère sexuel :

- Collaboration étroite avec le groupe Espace Gaspésie
- Collaboration avec le policier scolaire

2. MESURES DE PRÉVENTION

Le plan de lutte doit inclure les mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (art. 75.1.2).

Objectif 1 : Assurer un climat sain et sécuritaire.

Moyens :

- | | Clientèle-cible | Date de réalisation |
|--|--|-------------------------|
| | | Début septembre |
| <ul style="list-style-type: none"> Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont présentées aux élèves à partir de l'agenda scolaire ou via un padlet par les titulaires. Elles sont également transmises aux parents au début de l'année scolaire dans l'agenda de leurs enfants pour signature. | Personnel de l'école | |
| <ul style="list-style-type: none"> La directrice de l'école voit à ce que tous les membres de son personnel soient informés des règles de conduite et des mesures de sécurité de l'école, des mesures de prévention établies pour contrer la violence et l'intimidation et de la procédure applicable lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté. (Art. 96.21) | Personnel de l'école | Tout au long de l'année |
| <ul style="list-style-type: none"> Implantation du programme Hors-Piste et Moozoom (maternelles à 6e année). | Personnel de l'école
Personnel de l'école | Tout au long de l'année |
| <ul style="list-style-type: none"> Formation cvi pour tous les membres du personnel scolaire | | Novembre 2025 |

Objectif 2 : Augmenter la sécurité à l'école dans certains lieux.

Moyens :

- | | | |
|---|---|-------------------------|
| • Poursuite d'activités préventives en classe en lien avec la prévention de la violence et de l'intimidation. Collaboration AVSEC et intervenante pivot | Maternelles 4 et 5ans
1re année à la 6e
année | Tout au long de l'année |
| • Activités annuelles de prévention en classe et en sous-groupe | | |
| • Sensibiliser les élèves à la différence | Tous les
élèves | |
| • Sensibiliser les élèves du 3e cycle sur la cyberintimidation | 3 ^e cycles | |
| • Accueillir des partenaires extérieurs au besoin | | |
| • Rencontrer les chauffeurs d'autobus | | Au besoin |

Autres mesures de prévention universelle :

Informé le nouveau personnel des orientations du plan de lutte.

Application du code de vie éducatif (enseignement, modelage, affichage de règles communes).

Former l'équipe-école à la surveillance active et bienveillante.

Prévoir un plan de surveillance active et bienveillante et en assurer le suivi.

Planifier, avec les intervenants et professionnels de l'école, des ateliers de sensibilisation à la différence (racisme, orientation sexuelle, identité sexuelle, homophobie, handicap ou caractéristique physique) en respect du développement psychosexuel des élèves.

Mise en place d'un mode de fonctionnement afin de permettre rapidement aux élèves de dénoncer les situations problématiques.

Réaliser la planification des contenus en éducation à la sexualité dans toutes les classes et s'assurer qu'ils sont enseignés

Mesures de prévention en lien avec la violence à caractère sexuel :

Enseignement des contenus obligatoires en éducation à la sexualité du ministère de l'Éducation par les enseignants et les partenaires.

Réalisation d'ateliers préventifs par l'organisme Espace GÎM.

3. COLLABORATION AVEC LES PARENTS

Le plan de lutte doit inclure les mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (art.75.1.3).

Modalités prévues pour impliquer les parents :

- Un document expliquant le plan de lutte contre l'intimidation et la violence est distribué de façon électronique aux parents. Le conseil d'établissement veille à ce que ce document soit rédigé de manière claire et accessible. (Art. 75.1) Ce document « protocole contre l'intimidation et la violence – document aux parents » est mis à jour annuellement et déposé sur le site Web de l'école. Les parents en seront informés via un info-parents.
- Des points d'information sont organisés en cours d'année selon les sujets d'intérêts touchant les parents concernant la violence et l'intimidation. Les soirées de rencontre des bulletins en sont un bon exemple. Des rencontres de parents peuvent aussi être organisées avec le soutien de partenaires (par exemple : Espace).
- Une lettre présentant les nouvelles boîtes, les blocs notes et les ateliers présentés en classe sera envoyée aux parents. Ils recevront un dépliant sur l'intimidation.
- L'agenda scolaire contient également les définitions utilisées par l'école.
- Le site Web de l'école contient de l'information pertinente à l'intention des parents.
- L'école rend compte annuellement au CE des actions effectuées dans le cadre de son PAV.

Modalités prévues pour informer les parents promptement dans le cas où leur enfant a été impliqué dans un geste de violence ou d'intimidation (art. 96,12) :

Les modalités pour effectuer un signalement sont incluses dans notre protocole pour lutter contre la violence et l'intimidation à l'école-document aux parents.

Modalités prévues pour impliquer et informer les parents en lien avec la violence à caractère sexuel :

Les parents du conseil d'établissement sont informés des contenus obligatoires en éducation à la sexualité du ministère de l'Éducation (planification respectueuse de chaque enseignante ou respect du contenu du programme CCQ). Les parents sont invités aux ateliers de Espace GÎM.

LES ÉLÉMENTS 4 À 9 REPRÉSENTENT LE PROTOCOLE D'INTERVENTION

4. MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT

Le plan de lutte doit inclure les modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence et, de façon plus particulière, celles applicables pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation. (art.75.1.4).

Faire un signalement, c'est dénoncer une situation d'intimidation ou de violence dans le but de faire cesser la situation et de demander de l'aide pour soi ou pour quelqu'un d'autre. Un signalement peut être fait par un élève victime, témoin, auteur d'un geste d'agression, un parent, un membre du personnel de l'école ou toute autre personne.

Modalités prévues à l'école pour dénoncer ou signaler (personne à contacter, mode de signalement, formulaire prévu à cet effet, etc.)

1. Signalement d'une situation à l'école
2. Traitement du signalement de la situation par l'école
3. Résolution satisfaisante : signalement fermé (si récidive = nouveau signalement)

Modalités prévues à l'école pour dénoncer ou signaler (personne à contacter, mode de signalement, formulaire prévu à cet effet, etc.) en lien avec la violence à caractère sexuel :

- 1- Signalement d'une situation à l'école à l'intervenante pivot et à la direction d'école.
- 2- Les modalités de signalement seront par courriel, par message dans l'agenda, par téléphone ou en personne avec l'intervenante pivot.
- 3- Traitement du signalement de la situation par l'école. Si violence sexuelle référence vers un partenaire extérieur (protection de la jeunesse).
- 4- Résolution satisfaisante : signalement fermé (si récidive = nouveau signalement).
- 5- Résolution insatisfaisante dans le traitement du signalement = processus de plainte (protecteur national de l'élève).

5. ACTIONS À PRENDRE À LA SUITE D'UN GESTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Le plan de lutte doit inclure les actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'école ou par quelque autre personne (art. 75.1.5).

Les actions sont précisées en détail dans le protocole d'intervention contre la violence et l'intimidation à l'école – document aux parents.

Actions à prendre par la personne responsable du suivi (intervenant CVI) :

Réception des dénonciations : reçoit les dénonciations et s'engage à faire un suivi auprès de la personne dans les 48 heures ouvrables.

Évaluer la situation :

- Durée : depuis combien de temps, rapports existants entre les personnes impliquées ;
- Étendue : le ou les endroits où ont eu lieu les actes de violence ou d'intimidation ;
- Gravité de la situation ;
- Fréquence (nombre d'incidents sur une période donnée), évaluer la possibilité de récurrence ;
- S'entretenir individuellement avec les élèves impliqués, élèves ciblés, témoins et auteurs (selon cet ordre) ;
- L'intervenant CVI peut communiquer avec d'autres membres du personnel qui connaissent bien les élèves impliqués.

Planifier l'intervention (régler) :

- Répondre aux besoins des acteurs impliqués : l'élève ciblé, les témoins et l'auteur ;
- Trouver des solutions ;
- S'assurer de la sécurité de l'élève ciblé ;
- Soutenir les témoins ;
- Déterminer les mesures éducatives et coercitives pour l'élève auteur selon les niveaux d'intervention ;
- Appliquer les mesures de soutien et d'encadrement ;
- Informer la direction des mesures ciblées afin qu'elle en informe les personnes concernées.
- Contacter les parents de tous les jeunes impliqués dans la situation.

Colliger :

- Consigner les informations reçues dans le dossier d'aide de l'élève, afin de dresser un portrait juste de la situation et des antécédents de violence ou d'intimidation.

Réguler (faire un suivi) :

- Vérifier l'efficacité des stratégies auprès de :
 - L'élève ciblé (soutien et sécurité)
 - L'auteur (responsabilisation, apprentissages sociaux, modification de comportement, sanction)
 - Les parents de l'élève ciblé
 - Les parents de l'auteur
 - Le ou les témoins (soutien, modification de comportement).

Actions à prendre par l'adulte témoin et la personne responsable du suivi (intervenant-pivot) en lien avec la violence à caractère sexuel :

Dans les 24 à 48 heures suivant un acte de violence sexuelle, les actions à mettre en oeuvre sont :

- 1- Prendre connaissance du signalement (intervenant pivot / direction).
- 2- Rencontrer promptement les personnes impliquées dans la situation (victime, témoins).
- 3- Faire une évaluation approfondie de la situation afin de déterminer s'il s'agit de violence sexuelle.
- 4- Contacter la protection de la jeunesse pour les informer de la situation.
- 5- Appliquer les mesures de soutien et d'encadrement recommandé par la protection de la jeunesse.
- 6- Faire une rétroaction à la personne qui a signalé la situation.
- 7- Consigner les informations dans le formulaire prévu à cet effet.

Le processus doit être enclenché dans les 24 à 48 heures, pendant les actions s'échelonnent dans le temps selon la durée nécessaire.

Il est important pour les intervenants de se référer aux professionnels et/ou ressources spécialisées, selon les besoins et la situation.

À tout moment dans le cas d'une situation de violence à caractère sexuel les intervenants doivent se référer à la direction d'établissement.

Rappel: Il y a obligation pour tous les établissements scolaires de signaler sans délai à la DPJ lorsqu'il y a un dévoilement, un signalement ou une plainte d'abus sexuel qui concernent les élèves mineurs. Même si les policiers sont interpellés dans la situation, l'établissement ne peut se soustraire à cette obligation.

6. CONFIDENTIALITÉ

Le plan de lutte doit inclure les mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (art. 75.1. 6).

Il faut voir à ce que les modalités prévues pour effectuer un signalement (plainte) concernant un acte d'intimidation ou de violence respectent les règles de confidentialité afin d'assurer la sécurité et l'intégrité des victimes, des témoins et des agresseurs. Le défi est de faire en sorte que des informations pertinentes circulent auprès des intervenantes concernées tout en faisant preuve de discrétion.

L'école s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver la confidentialité du signalement. Pour ce faire, des moyens confidentiels sont mis à la disposition de tous pour dénoncer.

Les informations concernant la situation sont transmises uniquement aux personnes concernées, lorsque nécessaire.

Toute déclaration est traitée de façon confidentielle. Des mesures sont prises afin de protéger l'identité des personnes qui dénoncent. En aucun cas, leur nom est mentionné. Il est clairement nommé aux élèves que la confidentialité est une priorité et qu'elle sera assurée.

Les rencontres en lien avec la situation d'intimidation seront faites dans un endroit à l'écart, porte close.

Mesure visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte en lien avec la violence à caractère sexuel :

- Sensibiliser le personnel aux actions à poser pour assurer la confidentialité. Point à l'ordre du jour d'une réunion de l'équipe-école en début

d'année.

- Identifier un lieu confidentiel pour rencontrer les personnes impliquées: éviter de rencontrer les personnes au salon du personnel par exemple.
- S'assurer d'être à l'abri des regards et des oreilles d'autrui,
- S'assurer que seules les personnes essentielles au dossier soient mises au courant de la situation.
- S'assurer de ne consigner que les informations nécessaires, de façon confidentielle dans les documents papiers et informatisés, et de resserrer les accès afin que seules les personnes essentielles au dossier puissent accéder à ces données.

L'équipe en place s'occupe de faire le lien avec les professionnels concernés pour mettre les interventions adéquates en place dans ce genre de situation.

Les moyens confidentiels à l'école mis à la disposition des victimes, témoins et parents pour signaler toute conduite violente, intimidante ou conduite à caractère sexuel sont:

- ✓ Appel téléphonique à l'école : intervenante pivot, direction, titulaire ou message sur la boîte vocale.
- ✓ Message courriel : intervenante pivot, direction, titulaire ou adresse du secrétariat de l'école.

L'application des mesures de soutien, d'encadrement ou de sanctions s'effectuera en fonction de l'analyse de la situation, notamment selon le profil de l'élève, ainsi qu'au regard de la **nature**, de la **gravité**, de la **fréquence** et de la **légalité** des gestes posés.

7. MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT

Le plan de lutte doit inclure les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (art. 75.1. 7).

Mesures de soutien prévues dans les cas de violence et intimidation :

Pour l'élève victime	Pour l'élève auteur	Pour les témoins
<p>Assurer un climat de bonne foi et de confiance durant les interventions Mettre en place les modalités nécessaires pour la sécurité de l'élève victime au besoin Rencontre et suivi avec l'intervenante pivot Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas</p> <p><u>Selon la situation :</u> Référer au besoin pour un soutien individuel ou de groupe (ex : ateliers sur la résolution de conflits, la gestion de la colère, habiletés sociales, affirmation de soi...) Référer aux ressources professionnelles de l'école ou psychosociales du CISSS Rédiger un plan d'action Référer à un partenaire externe (par exemple : CAVAC, Espace...)</p>	<p>Rencontre avec l'intervenante pivot Convenir des actions pour mettre fin à la situation Déterminer avec l'élève et ses parents des engagements à prendre en vue d'empêcher la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence. Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se produise pas</p> <p><u>Selon la situation :</u> Référer au besoin sur la résolution pour un soutien individuel ou de groupe (ex : ateliers sur la résolution de conflits, la gestion de la colère, habiletés sociales, affirmation de soi, Moozoom...) Référer aux ressources professionnelles de l'école ou psychosociales du CISSS Rédiger un plan d'action ou un plan d'intervention</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec l'intervenante pivot - Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas <p><u>Selon la situation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Référer au besoin pour un soutien individuel ou de groupe (ex. : ateliers sur la résolution de conflits, la gestion de la colère, habiletés sociales, affirmation de soi...) - Référence aux ressources professionnelles de l'école - Référer à un partenaire externe (par exemple : SQ, CAVAC, Espace...)

Mesures de soutien prévues dans le cas d'un acte de violence à caractère sexuel :

Pour l'élève victime	Pour l'élève auteur	Pour les témoins
<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un climat de confiance durant les interventions • Mettre en place les modalités nécessaires pour la sécurité de l'élève victime au besoin • Rencontre et suivi avec l'intervenante pivot • Inviter à dresser un récit libre. Poser le moins de questions possible. • Utiliser des questions ouvertes. • Prendre des notes le plus tôt possible. • Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas. (CAVAC, SQ ou autres). • Référer pour un soutien individuel au besoin. • Impliquer et collaborer avec les parents. • Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas. <p>Selon la situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Référer au besoin pour un soutien individuel ou de groupe • Référence aux ressources professionnelles de l'école ou psychosociales du CISSS • Rédiger un plan d'action • Référer à un partenaire externe (par exemple : CAVAC, Espace, Marie-Vincent, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontrer un intervenant scolaire (TES, professionnel ou autre). • Assurer un climat de confiance durant l'intervention. Demeurer calme. • Rassurer. Écouter. Ne pas le juger. • Inviter à dresser un récit libre. Poser le moins de questions possible. • Utiliser des questions ouvertes. • Prendre des notes le plus tôt possible. • Faire un signalement au CJ. • Référer à un partenaire externe ou collaborer avec des partenaires au besoin (CISSS ou autres). • Référer pour un soutien individuel. • Impliquer et collaborer avec les parents. • Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas. • Suivre les recommandations de la protection de la jeunesse • Suivre les recommandations de partenaires experts tels que Marie-Vincent 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rencontre avec l'intervenante pivot ○ Sensibiliser sur le rôle important des témoins et ses impacts dans des situations d'intimidation à caractère sexuel. ○ Inviter à dresser un récit libre. Poser le moins de questions possible. ○ Utiliser des questions ouvertes. ○ Prendre des notes le plus tôt possible. ○ Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas. (CAVAC, SQ ou autres). ○ Référer pour un soutien individuel au besoin. ○ Impliquer et collaborer avec les parents. ○ Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas. <p>Selon la situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Référer au besoin pour un soutien individuel ou de groupe ○ Référence aux ressources professionnelles de l'école ○ Référer à un partenaire externe (par exemple : SQ, CAVAC, Espace...)

8. SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Le plan de lutte doit inclure les sanctions disciplinaires applicables spécifiquement au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (art. 75.1. 8).

Sanctions disciplinaires possibles :

- Appel aux parents.
- Retrait de l'activité.
- Arrêt d'agir.
- Rencontre avec l'intervenante pivot (en tout temps).
- Rencontre avec la direction accompagnée ou non des parents (en tout temps).
- Gestes réparateurs.
- Réflexion.
- Références à des services internes ou externes.
- Toutes autres mesures disciplinaires pertinentes selon la situation.
- Remboursement du matériel selon la situation.
- Récréation velcro : l'élève va dehors lors des récréations, mais reste en présence de l'adulte surveillant.
- Suspension à l'interne : l'enfant est retiré de sa classe et des activités de la journée. Il effectue ses travaux scolaires dans un local sous la supervision étroite d'un adulte.
- Suspension à l'externe : le retour à l'école doit se faire en présence des parents.
- Rencontre du policier intervenant en milieu scolaire.
- Engagement par un contrat à respecter les conditions fixées par l'école. Ces conditions peuvent prévoir des rencontres avec des personnes ressources externes ou internes (psychologue, T.S., T.E.S., infirmière scolaire, policier scolaire, ...).
- Ultiment, un élève pourrait être inscrit dans une autre école ou expulsé des écoles du Centre de services scolaire.

Sanctions disciplinaires possibles en lien avec la violence à caractère sexuel :

- ✓ Assurez des mesures de sécurité pour les élèves victimes.
- ✓ S'assurer que les récréations soient adéquatement supervisées.
- ✓ Suspension à l'interne : l'enfant est retiré de sa classe et des activités de la journée. Il effectue ses travaux scolaires dans un local sous la supervision étroite d'un adulte. Aux récréations, il doit demeurer à l'écart des autres élèves et est accompagné d'un adulte.
- ✓ Suspension à l'externe : le retour à l'école doit se faire en présence des parents
- ✓ Rencontre du policier intervenant en milieu scolaire
- ✓ Interventions en cohérence avec les partenaires (suivi des recommandations)
- ✓ Engagement par un contrat à respecter les conditions fixées par l'école. Ces conditions peuvent prévoir des rencontres avec la SQ, l'équipe Intervention Jeunesse, le CLSC, la CS (psychologue) ou le Centre Jeunesse
- ✓ Expulser l'élève : Ultiment, un élève pourrait être inscrit dans une autre école ou expulsé des écoles du centre de services scolaire.

9. SUIVI DES SIGNALEMENTS

Le plan de lutte doit inclure le suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (art. 75.1. 9).

Mesures prises pour faire le suivi (s'assurer que la situation a cessé) :

- Informer les élèves concernés (victime, témoins, auteurs) des démarches entreprises par l'école pour faire cesser la situation et faire une mise à jour régulièrement en donnant des rendez-vous aux élèves concernés afin de vérifier si de nouveaux incidents ne se sont pas produits (mandat de l'intervenante pivot).
- Communiquer l'information pertinente aux membres du personnel quant à la sécurité de l'élève visé, et ce, dans le respect de la confidentialité (intervenante pivot).
- Informer les parents des démarches entreprises par l'école pour faire cesser la situation et leur faire une mise à jour régulièrement (intervenante pivot).
- Consigner les informations relatives aux événements d'intimidation et de violence selon les modalités convenues dans l'école, et ce, dans le respect de la confidentialité (intervenante pivot).
- La direction d'école traite avec diligence toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence avec le soutien de l'intervenante pivot.
- Consigner les informations dans un rapport pour clore la situation (intervenante pivot) et envoi du rapport au centre de services scolaire.

Mesures prises pour faire le suivi (s'assurer que la situation a cessé) en lien avec la violence à caractère sexuel :

- Informer les élèves concernés (victime, témoins) des démarches entreprises par l'école pour faire cesser la situation et faire une mise à jour régulièrement en donnant des rendez-vous aux élèves concernés afin de vérifier si de nouveaux incidents ne se sont pas produits (mandat de l'intervenante pivot).
- Communiquer l'information pertinente aux membres du personnel quant à la sécurité de l'élève visé, et ce, dans le respect de la confidentialité (intervenante pivot).
- Informer les parents, selon la situation et les recommandations de nos partenaires, des démarches entreprises par l'école pour faire cesser la situation et leur faire une mise à jour régulièrement (intervenante pivot).
- Consigner les informations relatives aux événements d'intimidation et de violence selon les modalités convenues dans l'école, et ce, dans le respect de la confidentialité (intervenante pivot).
- La direction d'école traite avec diligence toute plainte concernant un acte de violence sexuelle avec le soutien de l'intervenante pivot.
- Consigner les informations dans un rapport prévu pour clore la situation (intervenante pivot) et envoi du rapport au centre de services scolaire.

* Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont présentées aux élèves lors d'une activité de formation sur le civisme que le directeur de l'école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l'école. Elles sont également transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (art. 76)

* Date d'adoption du plan de lutte par le CÉ (art.75.1) : 2024-12-03

* Date de révision annuelle du plan de lutte (art. 75.1) : 2024-11-06

* Date d'évaluation annuelle des résultats par le CÉ (art. 83.1) : Cliquez ici pour entrer une date.

Signature de la direction :



Date : 11 novembre 2024 _____